



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :
Marie GELEOC
DRF/IRAMIS/NIMBE/LIONS
Téléphone : 01 69 08 24 74
marie.geleoc@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Camille MORZADEC
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01 69 08 55 38
camille.morzadec@cea.fr

**FOURNITURE D'UNE SOURCE LASER COMPACTE
EN REGIME D'IMPULSIONS COURTES (FS) AVEC
TRANSPORT DU FAISCEAU SORTANT PAR FIBRE
OPTIQUE**

Projet de marché n°B24-06378-CM

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur / Madame, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

:

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 - OBJET | 4 |
| ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES..... | 4 |
| ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION | 5 |
| ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES | 6 |
| ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE | 7 |
| ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE | 7 |
| ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION | 7 |
| ARTICLE 8 - QUALITE | 8 |
| ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES | 9 |
| ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS | 10 |
| ARTICLE 11 - ESSAIS ET CONTROLES TECHNIQUES EN USINE | 10 |
| ARTICLE 12 - LIVRAISON | 11 |
| ARTICLE 13 - ESSAIS SUR SITE..... | 12 |
| ARTICLE 14 - RECEPTIONS..... | 12 |
| ARTICLE 15 - GARANTIE | 13 |
| ARTICLE 16 - MAINTENANCE DE L'EQUIPEMENT (OPTION) | 15 |
| ARTICLE 17 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION..... | 16 |
| ARTICLE 18 - MONTANT..... | 17 |
| ARTICLE 19 - REGIME FISCAL ET DOUANIER..... | 18 |
| ARTICLE 20 - CONDITIONS DE FACTURATION | 20 |
| ARTICLE 21 - CONDITIONS DE PAIEMENT | 21 |
| ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE | 21 |
| ARTICLE 23 - CONFIDENTIALITE | 21 |
| ARTICLE 24 - PENALITES..... | 21 |
| ARTICLE 25 - RESILIATION | 22 |



| | |
|---|----|
| ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE..... | 23 |
| ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE POUR LES PIECES DETACHEES)..... | 27 |
| ANNEXE 3 – PIECES DETACHEES (A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE) | 28 |





ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture d'une source laser compacte en régime d'impulsions courtes (femtosecondes) avec transports du faisceau sortant par fibre optique, ci-après dénommée l'« Equipement » à Paris-Saclay (91).

1.2 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF), Institut Rayonnement Matière (IRAMIS), Nanosciences et Innovation pour les Matériaux, la Biomédecine et l'Energie (NIMBE).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B24-06378-CM, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé 2024-165 du XX/01/2025,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du (à compléter par le soumissionnaire)

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION

3.1 Partie forfaitaire

3.1.1 *Partie ferme : fourniture de l'Equipement*

Les prestations sont décrites dans les Spécifications Techniques du CEA référencées à l'article 2 *supra*, et sont décrites comme suit :

- Les études et la fourniture de l'Equipement incluant les contrôles et tests en usine,
- L'emballage et la livraison dans les locaux du CEA,
- Les contrôles et essais sur site par le CEA,
- La fourniture de tous les documents nécessaires à l'exploitation, la maintenance et l'entretien de l'Equipement,
- La garantie de l'Equipement pour une durée de 12 mois à compter de la réception.

3.1.2 Options techniques

- Option n°1 : Fibre optique de rechange à l'identique,
- Option n°2 (facultative) : Extension de la source : système optique doubleur avec couplage fibré pour émission et transport guidé à 532 nm.

Les options 1 et 2 pourront être levées par le CEA à la signature du marché ; elles seront alors réputées intégrées à la tranche ferme.

3.1.3 Options : prestations de maintenance corrective

Le Titulaire s'engage à assurer l'ensemble des prestations relatives à la maintenance corrective de l'Equipement intégrant, la main d'œuvre, les déplacements, la mise à jour des logiciels et une assistance téléphonique, autant que de besoin.

Les pièces détachées / interventions nécessaires aux opérations de maintenance corrective seront rémunérées sur devis préalable.

Les options de prestations de maintenance corrective sont les suivantes :

- Option n°3 : Maintenance corrective pour une durée de 1 an à l'issue de la période de garantie,
- Option n°4 : Maintenance corrective pour une durée de 3 ans à l'issue de la période garantie.

La décision de levée l'option n°3 ou l'option n°4 pourra être prise par le CEA, par courrier adressé au Titulaire, au plus tard un (1) mois précédant la fin de la période de la garantie.

3.2 Pièces détachées

Ces prestations seront rémunérées sur la base de devis préalable définis à l'article « Montant » du présent marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dûment signée dont le modèle figure en annexe 3.

Pour cela, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le coût des pièces à changer,
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par la fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) précitée faisant référence au devis présenté, dûment signée par le CEA et adressée au Titulaire pour signature.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché, ainsi que les moyens définis ci-après.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

**ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le Titulaire s'engage à ce que l'Équipement soit livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables.

Toutes les dispositions nécessaires pour l'intégration de la maintenance corrective dans le cycle environnemental devront être prises : innocuité des composants et des consommables et moyens de recyclage du dispositif après usage devront être envisagés.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**7.1 Conformité aux normes**

L'Équipement devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrification et échauffement). Elle présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elle devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Équipement sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à l'Équipement.

7.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

7.3 Enlèvement des déchets

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

En particulier l'enlèvement éventuel des déchets ainsi que celui des matériaux et matériels déposés ne pourra intervenir qu'après contrôle par le Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement (SPRE) du CEA Paris-Saclay et passage obligatoire au portique de radiodétection du CEA Paris-Saclay.

7.4 Horaires

7.4.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 pour le site de Saclay, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

7.4.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h30 à 17h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef d'installation.

7.5 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES

9.1 Fourniture de l'Equipement

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans les Spécifications Techniques (§ 6), notamment :

- la documentation technique complète en langue française ou anglaise de l'Equipement et en particulier les prescriptions et les consignes d'installation, de mise en service, de maintenance et d'utilisation,
- un manuel d'utilisation en français ou en anglais,
- planning de livraison et d'installation,
- procès-verbaux des contrôles :
 - de fabrication,
 - des contrôles techniques en usine.

9.2 Interventions lors de la garantie et de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire sur l'Equipement, dans le cadre de la garantie et de la maintenance corrective donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement de l'Equipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

Le Titulaire sera responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent marché. Toute prestation reconnue défectueuse sera reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

9.3 Validation des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 15 jours. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.4 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.



Les livrables, transmis au CEA pour validation, seront remis en 1 exemplaire papier et un exemplaire sous format électronique (dans une version modifiable et une version non modifiable type pdf).

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme d'un tirage sur support papier et d'un exemplaire sous format électronique.

9.5 Archivage

Le Titulaire archivera les dossiers remis pendant une durée minimale de 10 ans. Au-delà de cette période, aucun document ne pourra être détruit sans l'accord préalable écrit du CEA.

De même, le Titulaire sauvegardera à l'identique les données relatives aux dossiers précités, de sorte qu'il soit en mesure de fournir un exemplaire supplémentaire sous format électronique sur demande du CEA.

9.6 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

| Fonction | Nom | tél | mail |
|---------------------------|--------------|----------------|--|
| - Pour le CEA : | | | |
| Chercheuse-chef de projet | Marie GELEOC | 01 69 08 24 74 | marie.geleoc@cea.fr |
| - Pour le Titulaire : | | | |
| Responsable technique | M. xxxxxx | xx xx xx xx xx | xxx@xxx |
| Responsable commercial | M. xxxxxx | xx xx xx xx xx | xxx@xxx |

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

ARTICLE 11 - ESSAIS ET CONTROLES TECHNIQUES EN USINE

L'Equipement fourni par le Titulaire au titre du présent marché fera l'objet d'essais et de contrôles techniques en usine qui auront pour but de constater que ledit Equipement atteint les performances et/ou les caractéristiques figurant dans les Spécifications Techniques précitées.

Ces essais et contrôles techniques seront effectués par le Titulaire. Le Titulaire est tenu d'aviser le CEA Paris-Saclay quinze (15) jours ouvrés à l'avance de la date prévue pour ces essais et contrôles.

Ces essais et contrôles techniques, dont la date sera fixée d'un commun accord donneront lieu à un rapport à transmettre au CEA dans les maximum 5 jours après les essais et contrôles techniques.



Il ne dégagera en rien la responsabilité du Titulaire jusqu'au prononcé de la réception.

ARTICLE 12 - LIVRAISON

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA, étant entendu que chaque livraison interviendra après acceptation des essais et contrôles en usine par le CEA. L'équipement sera livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables

Equipement en provenance de France ou Union Européenne pour le CEA Paris-Saclay

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site du CEA Saclay, bâtiment 627 (Réception Marchandise), Porte Nord, 91191 Gif-sur-Yvette, entre 7 heures 30 et 15 heures au plus tard, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Chaque colis doit être accompagné d'un bon de livraison et d'un bon de transport, placés à l'extérieur du colis.

Le bon de livraison doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

le nombre de colis
le n° de commande (4000XXXXXX) et le destinataire final :
GELEOC Marie / DRF/IRAMIS/NIMBE
01 69 08 24 74
Bâtiment 125 Pièce 206

Le bon de transport doit préciser le(s) n° de bon(s) de livraison (se rapportant à une commande unique) ainsi que le nombre de colis.

Colis standard

Pour les colis respectant les dimensions maximales suivantes :

- Longueur : 1 500 mm
- Hauteur : 1 650 mm
- Largeur : 1 200 mm
- Poids : 1 600 kg

Une palettisation au format EUROPAL doit être privilégiée. Un contrôle des marchandises est effectué et un protocole de chargement/déchargement est à compléter sur place. La distribution des colis du bâtiment 627 vers le destinataire final est effectuée par la Réception Marchandises.

Le contrôle des marchandises est réalisé via une machine RX. Le Titulaire devra informer le destinataire de la commande en cas d'incompatibilité.

Colis hors gabarit (ou dont le contenu est incompatible avec un contrôle aux rayons X) :





Pour les colis hors gabarit et les colis dont le contenu est incompatible avec un contrôle radioscopique, les livreurs doivent prendre rendez-vous au préalable avec le destinataire final et se présenter à l'accueil Porte Nord le jour de la livraison munis d'une pièce d'identité valide (une copie de la pièce d'identité ou un permis de conduire ne sont pas acceptés). La livraison est réalisée par le Titulaire, sous la responsabilité du destinataire final..

Equipement en provenance d'un pays hors UE livré à Saclay :

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire devra envoyer aux adresses mails du déclarant en douane douane.lesulis@gondrand.fr ,

herve.madec@gondrand.fr ainsi qu'au CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr), préalablement à l'importation en France, une copie de sa facture indiquant :

- Le numéro de commande du CEA 4000....
- Le numéro EORI du CEA Paris-Saclay (FR 775 685 019 00488)
- Le code douanier au niveau SH (6 chiffres)
- La description précise de la marchandise

L'équipement commandé dans le cadre du présent marché est livré selon l'Incoterm DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse suivante :

la société GONDRAND
ZA de Courtaboeuf-
3 avenue de l'Amazonie
91940 Les ULIS-FRANCE.

Pour le compte du CEA Paris /Saclay
DRF/IRAMIS/NIMBE bâtiment 125 pièce 206
à l'attention de Marie GELEOC

Une copie de la facture indiquant le numéro de commande CEA n°4000.....sera obligatoirement jointe avec le bordereau d'expédition.

Les dispositions applicables pour les formalités douanières sont mentionnées à l'article « Régime fiscal et douanier » ci-après.

ARTICLE 13 - ESSAIS SUR SITE

Les essais sur site de l'Equipement seront effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais seront réalisés par le CEA.

ARTICLE 14 - RECEPTIONS



14.1 Réception de l'Équipement

La réception sera prononcée après livraison, essais sur site satisfaisants et acceptation par le CEA de l'Équipement et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété de l'Équipement au bénéfice du CEA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

14.2 Réception des prestations de maintenance

La réception des prestations de maintenance en option sera prononcée annuellement à l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables correspondants, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

14.3 Réception des pièces détachées

La réception des pièces détachées sera prononcée après livraison et à l'acceptation par le CEA, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété de l'Équipement au bénéfice du CEA.

ARTICLE 15 - GARANTIE

15.1 Garantie de l'Équipement

15.1.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble de l'Équipement, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie de l'Équipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

15.1.2 Périimètre de la garantie

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

15.1.3 Délais d'intervention pendant la garantie

Pendant la période de garantie de l'Equipement, le Titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants :

- en cas d'anomalie bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 5 heures ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA,
- en cas d'anomalie semi-bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 2 jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA,
- en cas d'anomalie non bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 5 jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA.

Dans tous les cas, le Titulaire s'engage formellement à résoudre ou faire résoudre à ses frais les non-conformités ou erreurs constatées dans les délais les plus brefs, et en tout état de cause, à avoir mis en place une solution permettant de contourner les anomalies bloquantes dans les 2 jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA et les anomalies semi-bloquantes dans les 3 jours ouvrables. Cette solution ne libère pas le Titulaire de son obligation de résoudre les anomalies et les non-conformités.

On entend par :

- anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de tout module de l'Equipement,
- anomalie semi-bloquante : toute anomalie ne permettant le fonctionnement de tout module de l'Equipement que pour une partie de ses fonctionnalités,
- anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète de l'Equipement dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle.

15.2 Garantie des interventions sur l'Equipement et des pièces détachées

Chaque intervention sur l'Equipement dans le cadre de la garantie et de la maintenance de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fera l'objet d'une garantie d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

15.3 Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Equipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de réception de l'Equipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

ARTICLE 16 - MAINTENANCE DE L'EQUIPEMENT (OPTION)

16.1 Durée de la maintenance de l'Equipelement

La maintenance d'une durée de UN (1) an en cas de levée de l'option 3 et de TROIS (3) ans en cas de levée de l'option 4 à compter de la date de fin de la période de garantie de l'Equipelement, portera sur l'ensemble de l'Equipelement ou les sous-ensembles de l'Equipelement concernés, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la maintenance sur l'ensemble de l'Equipelement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipelement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

16.2 Périmètre de la maintenance de l'Equipelement

16.2.1 Maintenance corrective (hors pièces détachées)

La maintenance corrective couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections.

Dans le cadre de la part forfaitaire du présent marché, la maintenance corrective de l'Equipelement comprend autant que de besoin la main d'œuvre, les déplacements, les logiciels, les mises à jour des logiciels et une assistance téléphonique.

16.2.2 Délais d'exécution pendant la maintenance

Pendant la période de maintenance de l'Equipelement, le Titulaire s'engage à fournir une assistance (par téléphone ou par courriel) sous 24 heures et à intervenir sur site dans un délai de 3 jours ouvrés suivant l'appel ou le courriel du CEA.

Le Titulaire s'engage à un délai maximal de résolution de 10 jours ouvrés à compter du 1^{er} jour de son intervention sur site ou de la validation par le CEA du devis relatif aux pièces détachées.

Au titre de la maintenance, le Titulaire sera amené à intervenir sur le site du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

En outre, le Titulaire s'engage à assurer une assistance téléphonique (hotline) ou par courriel, du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00.

On entend par :

- anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de l'Equipelement,
- anomalie semi-bloquante : toute anomalie ne permettant le fonctionnement de l'Equipelement pour une partie de ses fonctionnalités,
- anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète de l'Equipelement dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle, ou au détriment de la qualité de certaines.

- 16.2.3 En cas de réparation chez le Titulaire celui-ci est responsable de la garde et de l'emploi de l'Equipement ou partie de l'Equipement, propriété du CEA, à compter de sa prise en charge sur le site CEA et après signature d'un procès-verbal émis par le CEA et signé contradictoirement par les Parties.

Les risques seront de nouveau transférés au CEA au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour de l'Equipement ou partie de l'Equipement sur le site de Saclay.

Le délai de réparation dans les locaux du Titulaire ne pourra pas être supérieur à un (1) mois à compter de sa prise en charge. Le Titulaire aura à sa charge tous les frais liés au transport de l'Equipement ou partie de l'Equipement (aller/retour).

- 16.2.4 La maintenance s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

16.2.5 *Assistance téléphonique*

Le Titulaire assurera au CEA une assistance téléphonique illimitée, dans les 4 heures ouvrées suivant l'appel du CEA, de 8h00 à 19h00, dans le but de réduire les temps d'interruption de fonctionnement, en cas de panne simple.

16.2.6 *Réparations en atelier*

S'il le juge nécessaire, le Titulaire pourra, exceptionnellement et avec l'accord du CEA faire effectuer les réparations dans ses ateliers ou dans ceux de ses sous-traitants.

Dans ce cas, le Titulaire sera responsable du matériel, dans les conditions fixées à l'article 19 des CGA, dès la prise en charge de l'Equipement pour emballage et transport et jusqu'à son retour au CEA/Saclay après réparation. Les frais d'emballage, de transport et d'assurance sont à la charge du Titulaire.

16.3 Contrôle de l'exécution des prestations dans le cadre de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire, dans le cadre de la maintenance, donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à échanger ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un fonctionnement optimal de l'Equipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

ARTICLE 17 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

17.1 Durée

La durée du présent marché est fixée pour une période de 4 ans à compter de la date de signature du marché incluant :

- Les délais de fabrication, de livraison, et de réception de l'Équipement,
- La garantie d'une durée de 12 mois,
- 1 ou 3 années de maintenance à l'issue de la garantie (en cas d'affermissement de l'option 3 ou 4).

17.2 Délais d'exécution

T0 étant la date de signature par les Parties du présent marché et T1 la date d'autorisation de livraison donnée par le CEA, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- | | |
|--|-------------------------------|
| - fin des contrôles et essais en usine satisfaisants | T0 + XX semaines, |
| - livraison | T1 + XX semaines, |
| - réception | T1 + XX semaines (T2), |
| - fin de la garantie | T2 + 12 mois (T3), |
| - maintenance de l'Équipement (option 3) | T3 + 1 année, |
| - maintenance de l'Équipement (option 4)* | T3 + 3 années, |

**Les options 3 et 4 ne sont pas cumulables*

- 17.3** Les délais d'exécution associés à la garantie et la maintenance de l'Équipement sont précisés respectivement aux articles 15 et 16 supra.

ARTICLE 18 - MONTANT

18.1 Montant de la partie forfaitaire

18.1.1 Partie ferme

Le montant des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de € HT (..... **HORS TAXES**).

Ce montant se décompose comme suit :

- | | |
|--------------|----------|
| - Équipement | XXX € HT |
| - Livraison | XXX € HT |
| - Livrables | XXX € HT |
| - Garantie | XXX € HT |

Le prix de l'Équipement DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020.

(Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays tiers pour mise à la consommation)

18.1.2 Partie optionnelle

Le montant des options est fixé à la somme forfaitaire de € HT (..... **HORS TAXES**), décomposée comme suit :

- XX € H.T. forfaitaire et ferme pour la fibre optique de rechange à l'identique (**option n°1**)
- XX € H.T. forfaitaire et ferme pour l'extension de la source : système optique doubleur avec couplage fibré pour émission et transport guidé à 532 nm (**option n°2 facultative**)
- XX € H.T. forfaitaire et ferme pour la 1^{ère} année de maintenance corrective (**option n°3**),
- XX € H.T. forfaitaire et ferme pour la 1^{ère} année de maintenance corrective (**option n°4**),
- XX € H.T. forfaitaire et ferme pour la 2^{ème} année de maintenance corrective (**option n°4**),
- XX € H.T. forfaitaire et ferme pour la 3^{ème} année de maintenance corrective (**option n°4**),

18.2 Partie estimative pour les pièces détachées

Le montant des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de € HT
(..... EUROS HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les pièces détachées seront rémunérées après acceptation du devis du fournisseur par le CEA, sur demande expresse de ce dernier.

Le montant des principales pièces détachées principales dont les prix fermes et unitaires sont mentionnées en annexe 3.

18.3 Caractère des prix

Les prix mentionnés à l'article « Montant » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre). Les montants visés aux articles 18.1 et 18.2 *supra* a un caractère non révisable.

ARTICLE 19 - REGIME FISCAL ET DOUANIER

19.1 Régime fiscal

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de la France et l'UE

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à la TVA.

Pour les prestations de maintenance, chaque terme de paiement sera assorti de la TVA et le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

Ou Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Le fait générateur se produit au moment de la réception de de l'équipement.

19.2 Formalités douanières

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de l'UE.

Le montant de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sera acquitté directement par le CEA auprès du Trésor Public après l'introduction de l'Equipement sur le territoire français.

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE

Le CEA acquittera la TVA d'importation directement auprès de la Douane française.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, éléments, accessoires et outils spécifiques (règlement CE n° 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques et les résultats attendus soient exclusivement ou principalement liés à la réalisation d'activités scientifiques et sous réserve que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

Il s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux (contrat, facture), le numéro de nomenclature statistique d'identification du produit, son origine douanière (identification de la plaque du constructeur, ex : fabriqué aux USA), ainsi que le pays de dernière provenance.

Dès la signature du présent marché, le Titulaire s'engage à informer le CEA de la date prévue pour l'expédition, afin que celui-ci puisse instruire la demande de franchise de droits de douanes avant le dépôt de la déclaration d'importation. A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par le CEA, en qualité d'importateur, restera à la charge exclusive du Titulaire.

Le dédouanement des marchandises sera pris en charge par le déclarant en douane du CEA PARIS-SACLAY I :

La société GONDRAND
ZA de Courtaboeuf-
3 avenue de l'Amazonie
91940 Les ULIS-FRANCE.
Pour le compte du CEA /PARIS-SACLAY
A l'attention de Marie Marie GELEOC
DRF/IRAMIS/NIMBE/LIONS
Bâtiment 125, pièce 206

Afin de ne pas bloquer la marchandise pour des retards de transfert documentaires douaniers, le Titulaire s'engage à prévenir par mail Marion BOYER/ CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr) et le déclarant en douane du CEA herve.madec@gondrand.fr et douane.lesulis@gondrand.fr du départ de la marchandise en joignant une copie de la facture accompagnant le transport et en indiquant les numéros de la LTA (Lettre de Transport Aérien, ou AWB Air Way Bill) en cas de transport aérien ou une copie du connaissance (Bill of Lading) en cas de transport maritime.

ARTICLE 20 - CONDITIONS DE FACTURATION

20.1 Partie forfaitaire

20.1.1 *Echéancier de facturation de l'Equipement*

Le montant de l'Equipement sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 35 % du montant HT de l'Equipement et les taxes correspondantes après réception par le CEA du rapport des contrôles et essais en usine,
- 30 % du montant HT de l'Equipement et les taxes correspondantes à la livraison de l'Equipement,
- 35 % du montant HT de l'Equipement et le solde des taxes à la signature, par les deux Parties, du procès-verbal de réception sans réserve,

20.1.2 *Echéancier de facturation des prestations de maintenance*

Les montants des prestations relatives à la maintenance de l'Equipement seront facturés annuellement terme échu après acceptation par le CEA des prestations correspondantes.

20.1.3 *Echéancier de facturation des pièces détachées*

Les montants des pièces détachées seront facturés à 100 % du montant HT de la pièce détachée commandée après réception par le CEA.

20.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

20.3 Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme

**ARTICLE 21 - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA. Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

ARTICLE 23 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

ARTICLE 24 - PENALITES**24.1 Pénalités pour retard d'exécution relatif à l'Equipement**

Si le Titulaire ne réalise pas les délais d'exécution prévus à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes de l'Equipement par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

24.2 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie et de maintenance de l'Equipement

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus aux articles « Garantie de l'Equipement » et « Maintenance de l'Equipement » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de 100 EUROS par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

24.3 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

**ARTICLE 25 - RESILIATION****25.1 Résiliation de plein droit**

Indépendamment des conditions de résiliation prévues à l'article 39 des CGA, pour tout défaut dans l'exécution d'une prestation non régularisée dans les huit (8) jours calendaires suivant la mise en demeure, le CEA pourra résilier le marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché sera effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.

25.2 Obligations du Titulaire en cas de résiliation

En cas de résiliation du présent marché, les clauses suivantes continueront à produire leurs effets :

- Article « Propriété intellectuelle »,
- Article « Confidentialité ».

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,

Pour le CEA,
Signature :

Date :

Pour le Titulaire,
Signature :

Date :



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

- 1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. Suivi médical

6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.



**ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS
PREALABLE POUR LES PIECES DETACHEES)**

| FDMDP N° ... | | |
|--|------------|--|
| Marché n°4000 | | Titulaire : |
| Référence de la spécification technique du CEA : | | Référence du devis du Titulaire : |
| Montant : € HT | | |
| Les prestations correspondent au périmètre suivant : | | |
| Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) : | | |
| | CEA | TITULAIRE |
| NOM | | |
| DATE | | |
| SIGNATURE | | |

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.



**ANNEXE 3 – PIECES DETACHEES (A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)**

| LISTE DES PIECES DETACHEES | | |
|---|------|-------|
| dénomination | prix | délai |
| Composants optiques | | |
| Composants électroniques | | |
| Tout autre pièce nécessaire au fonctionnement de l'Equipement | | |

Les prix s'entendent unitaires forfaitaires toutes sujétions incluses (frais de commande, de livraison).

